

COMMUNICATION  
CONSEIL CULTURE

INTERCO



SNME



# SÉCURITÉ GLOBALE NI INSÉCURITÉ, NI CENSURE

**Dans une démocratie, assurer la sécurité des personnes et informer librement ces mêmes personnes ne peuvent sous aucun prétexte s'opposer et être ainsi incompatibles.**

Il est urgent que le Gouvernement apaise les tensions et réponde aux inquiétudes suscitées par la formulation actuelle du texte.

Ainsi, les fédérations F3C CFDT et INTERCO CFDT et leurs affiliés, le Syndicat national des médias et de l'écrit CFDT (SNME), le Syndicat des cadres de la Sécurité intérieure CFDT (SCSI) et Alternative Police CFDT, représentants l'ensemble des personnels et militants de ces branches professionnelles, réaffirment leur ferme volonté de défendre les piliers de notre démocratie française.

Nos organisations refusent toute modification de la loi sur la liberté de la presse de juillet 1881.

De la même manière, nos organisations syndicales attendent que tout soit mis en œuvre pour garantir la protection des forces de sécurité et de leurs familles tout comme les journalistes et les techniciens doivent pouvoir travailler en toute sécurité. Une réponse ferme doit être apportée contre tous les appels à la haine ou à la violence à leur égard.

Les organisations CFDT signataires rappellent leur attachement au déroulement pacifique des manifestations et condamnent les violences de tout ordre qui peuvent intervenir en marge des défilés. Les journalistes et les policiers doivent pouvoir travailler en sécurité.

Le contexte social, sanitaire et sécuritaire en France fragilise la notion du « vivre ensemble » et la confiance en nos institutions. La protection des uns ne peut pas se faire au détriment des autres. Une loi sur la sécurité peut s'écrire sans référence à la presse.

Les organisations syndicales signataires sollicitent la mise en place d'un dialogue social en amont du débat parlementaire afin d'éviter toute nouvelle impasse.

**Opposer fonctionnaires de police et journalistes ne fait qu'envenimer un climat social délétère et favoriser les expressions les plus violentes. Le gouvernement doit agir en urgence pour préserver la cohésion sociale et enrayer tous les processus de défiance et de repli qui fracturent notre société.**